

Unité départementale du Littoral  
Unité du Littoral  
rue du Pont de Pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMILOG ex Dunkerque Electrométallurgie**

Port 8898  
8898 Route Duvigneau  
59820 Gravelines

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\COMILOG\_Gravelines\_0007000508\  
2\_Inspections\2025 10 01 Débordement four  
Code AIOT : 0007000508

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement COMILOG ex Dunkerque Electrométallurgie implanté Port 8898 8898 Route Duvigneau 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à la déclaration d'un accident par l'exploitant le 30 septembre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMILOG ex Dunkerque Electrométallurgie

- Port 8898 8898 Route Duvigneau 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un site de production de silico-manganèse de COMILOG France, filiale du groupe ERAMET Manganèse, l'une des trois divisions du groupe minier ERAMET.

L'unité produit du silico-manganèse, alliage utilisé en sidérurgie pour désoxyder l'acier et améliorer ses caractéristiques mécaniques (taux d'incorporation dans les aciers de l'ordre de 5%). Le silico-manganèse est obtenu par une réduction carbothermique au four électrique (réduction des oxydes de manganèse et de silicium par le carbone présent dans le coke).

Le site est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation qui relève de la directive sur les émissions industrielle (IED) mais qui n'est pas classée SEVESO.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport d'accident	AP Complémentaire du 17/06/2024, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accident (débordement de matériaux en fusion) n'a pas engendré d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Seul des dégâts aux installations proches de la zone de débordement (10 mètres maximum) sont à déplorer. Les causes de l'accident ne sont pas encore pleinement identifiées. L'exploitant a été très réactif dans la mise en œuvre de son plan de secours interne, cela a permis une bonne communication et une action concertée et efficace avec les équipes d'intervention du SDIS.

Un rapport d'accident permettant notamment d'identifier ses causes et les moyens à mettre en œuvre pour éviter sa réitération est attendu.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration et rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2024, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>

L511-1 du Code de l'environnement :

"Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique."

### **Constats :**

Déroulé de l'accident :

Le 30 septembre 2025 à 15h50 une fuite de matière en fusion a été observée sur le four. L'exploitant a immédiatement mis le four à l'arrêt, isolé les réseaux de gaz, prévenu les secours et évacué le bâtiment dans lequel se trouve le four.

Les équipes du SDIS 59 sont arrivées sur site à 16h15 afin de prévenir tout éventuel départ de feu autour du four, l'arrosage du métal en fusion étant proscrite compte tenu du risque d'explosion lié au contact eau/métal en fusion.

Le plan de secours du site a été déclenché à 16h30 afin de mettre fin et de contenir les effets de cet accident.

Les équipements annexes au four ont pu être suivis et pilotés tout au long de l'événement depuis une salle de commande déportée.

Une partie de l'instrumentation du four a été détruite ce qui ne permet pas de connaître les éventuels dégâts subit par celui-ci.

Des débordements de matières en fusion se sont poursuivis de manière épisodique jusque 2h30 du matin (mercredi 1er octobre).

Les pompiers sont intervenus et ont été amenés à éteindre un début d'incendie de faible ampleur ( 2 à 3 big-bags présents à proximité du four et quelques mètres de câbles électriques)

L'ensemble des matières en fusion ayant débordé a été confiné dans une rétention située sous le four prévue à cet effet.

Les équipes du SDIS 59 ont quitté le site vers 3h15 le 01 octobre.

Bilan :

Au total environ 20 mètres cubes de matières en fusion (très majoritairement du laitier) se sont échappés par la partie haute du four. L'ensemble des matières ayant débordé du four a été confiné dans une fosse prévue à cet effet à l'intérieur du bâtiment. L'ensemble des systèmes de traitement des gaz émis par le four (aspiration four et coulée) sont restés opérationnels pendant toute la durée de l'accident. Le départ de feu limité concernant les gaines de câble et 2 à 3 big

bag de matériaux n'a pas entraîné de dégagement de fumé important ou de rejet d'eaux d'extinction vers le milieu naturel. Personne n'a été blessé lors de l'accident et il n'y a eu aucun dégât en dehors du site.

Au jour de l'inspection aucune incidence sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 n'a pu être établie.

L'exploitant a rapidement déployé son plan de secours interne permettant une communication et coopération entre le personnel du site et les équipes du SDIS très efficace, cet élément n'est probablement pas étranger à l'absence de blessés et à la non extension du sinistre.

L'ampleur des dégâts matériels à l'intérieur du site est limité à la proximité immédiate du débordement, il a cependant été constaté que certains équipements liés à la sécurité ont été mis hors services par l'accident, notamment des détecteurs de monoxydes de carbone.

L'inspection des installations rappelle à l'exploitant : qu'un rapport d'accident est attendu pour le 15 octobre 2025. Celui-ci devra indiquer tous les éléments disponibles à la date de sa rédaction concernant : les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Conformément aux disposition de l'article R512-69 : « si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »

Le redémarrage du four ne peut intervenir avant remise en service de l'intégralité des équipements de sécurité prescrits par l'arrêté préfectoral du 17 juin 2024 et prévus par l'étude des dangers du site.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, les services préfectoraux et la commune de Gravelines de l'accident quelques minutes après le début de celui-ci, l'obligation de déclarer l'accident est donc respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre pour le 15 octobre 2015 un premier rapport d'accident.

Informers l'inspection des installations classées du rétablissement des équipements de sécurité et des mesures prises pour éviter la réitération de ce type d'accident, avant le redémarrage du four.

**Type de suites proposées :** Sans suite